



## Relations entre les banques et leur clientèle « particuliers »

Deux rapports ont été remis à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi Au mois de juillet 2010:

1 - le rapport sur la tarification des services bancaires établi par MM. Georges Pauget et Emmanuel Constans (8 juillet 2010). Le rapport est disponible sur :

[http://www.economie.gouv.fr/services/rap10/100708\\_rap\\_Pauget\\_Constans.pdf](http://www.economie.gouv.fr/services/rap10/100708_rap_Pauget_Constans.pdf)

2 - le rapport sur les pratiques des établissements teneurs de comptes vis-à-vis de leurs clients engagés dans une procédure de surendettement rédigé par Mme Marielle Cohen-Branche (20 juillet 2010). Le rapport est disponible sur :

<http://www.economie.gouv.fr/services/rap10/100720rapcohen-branche.pdf>

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Communiqué de la BCE

Au cours du premier semestre 2010, un total de 387 000 faux billets en euros ont été retirés de la circulation, soit une baisse de 13 % par rapport au second semestre 2009. Les coupures de 20 euros et de 50 euros représentent près de 85 % du total de billets contrefaits retirés de la circulation et le billet de 100 euros 12 %. Pour mémoire, le nombre de billets authentiques en circulation était en moyenne de 13,2 milliards au premier semestre.

### Fichier positif

Le décret n° 2010-827 du 20 juillet 2010 instituant un comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers a été publié au Journal Officiel du 22 juillet 2010. Ce comité prévu par la loi portant réforme du crédit à la consommation sera constitué outre son président de seize membres (parlementaires, représentants de la Banque de France, du ministère de l'économie, des établissements de crédit, des associations de consommateurs, des associations familiales, de la Commission nationale de l'informatique et des libertés..). Le secrétariat sera assuré par la direction générale du Trésor.

### Départementalisation de Mayotte

Mme Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'outre-mer a présenté en Conseil des ministres du 3 août 2010, les projets de loi organique et ordinaire relatifs au Département de Mayotte. Ces textes permettant de rendre effective la départementalisation de Mayotte en 2011 devraient être définitivement adoptés par le Parlement avant la fin de l'année.

### Publications

1 – Banque de France : rapport annuel 2009

Le rapport est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/fr/publications/rapport/rapport.htm>

2 – Observatoire de l'épargne réglementée : rapport annuel 2009

Le premier rapport d'activité de l'Observatoire de l'épargne réglementée créé par la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/observatoire/oer-rapport-2009.pdf>

3 – Observatoire de la sécurité des cartes de paiement : rapport annuel 2009

Le rapport d'activité est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

[http://www.banque-france.fr/observatoire/rap\\_act\\_fr\\_09.htm](http://www.banque-france.fr/observatoire/rap_act_fr_09.htm)

4 – Comparaison des prix entre les DOM et la métropole en 2010

La note INSEE première n° 1304 de juillet 2010 est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

[http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=ip1304](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=ip1304)

### Nomination

M. François Pérol, président du directoire du Groupe BPCE, a été nommé président de la Fédération bancaire française (FBF) pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2010, en remplacement de M. Baudoin Prot, administrateur directeur général de BNP Paribas.

# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Publication d'une nouvelle note expresse « Panorama de La Réunion »



L'IEDOM vient de publier une nouvelle note expresse intitulée « Panorama de La Réunion ». En quatre pages, cette note résume les caractéristiques structurelles et économiques de l'île afin que le lecteur dispose de toute l'information nécessaire à la compréhension des enjeux économiques du département.

Elle se compose tout d'abord d'un repère historique et de l'organisation institutionnelle. La démographie est également décrite à l'aide de multiples indicateurs telles que les taux de natalité, l'espérance de vie ou la densité de population afin d'appréhender la transition démographique de l'île.

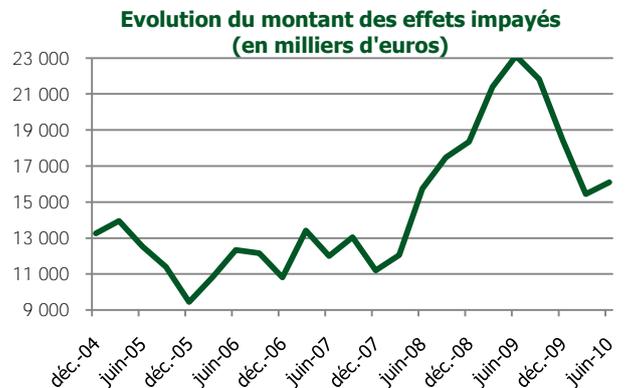
Par ailleurs, cette note comprend un panorama de l'économie de La Réunion. Elle retrace, d'une part, l'évolution de l'inflation, du commerce extérieur et du marché de l'emploi en 2009 et, d'autre part, elle fournit les données de cadrage macroéconomique telles que le PIB par habitant, le taux de dépendance aux importations, les dépenses des collectivités, etc.

Enfin, elle inclut une analyse des secteurs clés de l'île tels que l'industrie sucrière, le BTP et le secteur du tourisme ; ainsi qu'une observation de l'activité bancaire en 2009.

## Une légère reprise des effets impayés au deuxième trimestre 2010

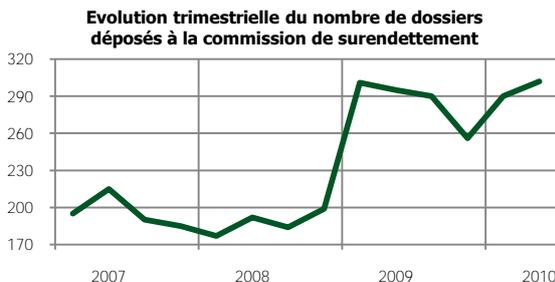
Au deuxième trimestre 2010, la trésorerie des entreprises a semblé connaître certaines tensions. En effet, le nombre d'effets de commerce impayés a progressé de 10,9 % par rapport au trimestre précédent. Le montant d'impayés s'est accru également mais avec une intensité moins prononcée (+4,2 %).

En 2009, le nombre d'impayés s'est accru de 33,3 % sur l'ensemble de l'année par rapport à 2008. En effet, la baisse observée sur la deuxième moitié de l'année (-9,5 % entre le premier et deuxième semestre 2009) n'a pas compensé l'explosion du montant d'impayés observée au premier semestre : +60,1 % en glissement annuel.



source: Iedom

## Surendettement



Source: Iedom

Au deuxième trimestre 2010, 302 dossiers ont été déposés devant la commission de surendettement, soit une progression de 4,1 % par rapport au trimestre précédent et de 2,4 % par rapport au même trimestre en 2009.

Depuis début 2009, le nombre de dossiers a franchi un nouveau palier passant de 188 dossiers en moyenne par trimestre en 2008 à 286 dossiers en 2009 et 296 sur le premier semestre 2010.

# BREVES ECONOMIQUES

## LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (INSEE)	Indice général des prix à la consommation-juin 2010	123,8	+ 0,3 %	+1,7 %
	Métropole et DOM – mai 2010	121,4	-0,0 %	+ 1,5 %
<b>RMI</b> (CAF)	Nombre de bénéficiaires du RMI et RSO – juillet 2010	71 452	+ 1,4 %	- 0,1 %
	Cumul des prestations versées (millions d'€)	230,5		+ 0,5 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations – juin 2010 (en cumul - millions d'€)	1 946	-	-6,6 %
	Exportations – juin 2010 (en cumul - millions d'€)	122	-	-1,9 %
	Taux de couverture	6,3 %	-	+0,3 pt
<b>Chômage</b> DTEFP	Demandeurs d'emploi en fin de mois (catégorie A = cat 1+ cat 2+ cat 3 hors activité réduite) : juin 2010	107 383	+0,7 %	+ 15,5 %

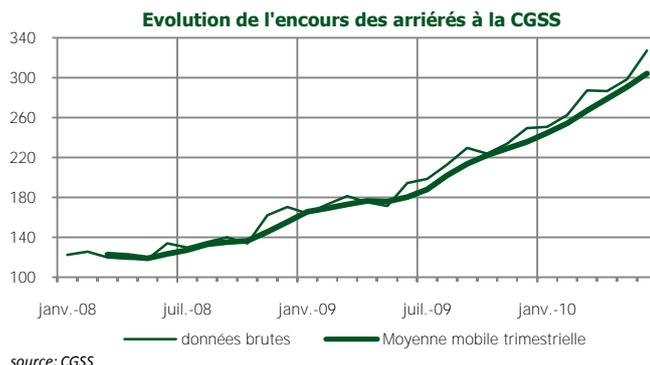
## LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Trafic Maritime</b> (DDE)	Trafic de marchandises à Port Réunion (tonnes) mars 2010 Cumul 2010	280 732 1 036 887	- 13,6 % -	- 3,2 % + 12,0 %
<b>Trafic Aéroportuaire</b>	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds juillet 2010 Cumul 2010	217 645 1 130 488	+ 62,0 % -	+ 5,7 % + 11,7 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker – (millions d'euros) mai. 2010	3,5	n.s.	n.s.
	Cumul 2010 (millions d'euros)	12,7	-	+ 14,2 %
	Importation de ciment/clinker – (milliers de tonnes) mai. 2010	60,4	n.s.	n.s.
	Cumul 2010 (milliers de tonnes)	183,0	-	+ 34,1 %
	Effectifs salariés du BTP à fin juin 2010	17 365	+ 0,7 %	- 12,8 %

## Forte progression des dettes sociales des entreprises

Les entreprises réunionnaises continuent d'éprouver des difficultés de trésorerie, notamment pour régler leur dette sociale. Ainsi, à fin juin, l'encours des arriérés de cotisations sociales à la Caisse générale de sécurité sociale (CGSS) a bondi de 68,1 % sur un an. Entre juin 2008 et juin 2010, l'encours a plus que doublé sur la période (+144 %).

L'accroissement de l'encours provient principalement d'une explosion du nombre d'arriérés : 5 302 dossiers à fin juin 2010, soit une hausse de 56,4 % en glissement annuel (+132 % par rapport à juin 2008). En outre, le montant moyen d'arriérés est également en augmentation de 7,5 % sur un an.



## La comparaison spatiale des prix

Selon une étude de l'Insee, en mars 2010, le niveau général des prix à la consommation était globalement plus élevé dans les départements d'outre-mer qu'en France métropolitaine. Il était supérieur de 13,0 % en Guyane, de 9,7 % en Martinique, de 8,3 % en Guadeloupe et de 6,2 % à La Réunion. Ces écarts sont une mesure synthétique des différences de niveaux de prix entre territoires en tenant compte des différences de modes de vie et de consommation qui existent entre territoires.

Les écarts de prix sont plus marqués lorsqu'on retient comme référence le panier de consommation des ménages métropolitains. S'il gardait son mode de vie, le budget de consommation d'un ménage de France métropolitaine augmenterait de 12,4 % à La Réunion. En revanche, un ménage réunionnais qui paierait ses consommations aux prix pratiqués en France métropolitaine ne ferait qu'une économie de 0,4 %.

Les écarts de prix s'expliquent en partie par la cherté des produits alimentaires à La Réunion : avec le panier d'un ménage métropolitain, les prix de l'alimentaire sont plus élevés de 36,6 % dans l'île. Les prix des postes "boissons alcoolisées et tabac" et "communication" contribuent également à ces niveaux de prix plus élevés avec des écarts de, respectivement, 26,3 % et 19,3 % à partir d'un panier métropolitain.

De 1985 à 2010, les écarts de prix ont peu évolué entre territoires, sauf pour La Réunion où l'on observe une baisse de 5,3 points de l'écart sur la base d'un panier de consommation métropolitain.

## La fin des timbres fiscaux pour les chèques impayés

Paru au journal officiel du 1er juillet 2010, l'article 36 de la loi n° 2010-737 portant réforme du crédit à la consommation modifie les modalités du code monétaire et financier en abrogeant notamment les articles L.131-75, L.131-76 et L.131-77. Cette modification du code annule l'obligation du paiement en timbres fiscaux pour les chèques impayés. Cette abrogation s'applique à compter de la publication de la présente loi, y compris pour les chèques impayés émis à une date antérieure et n'ayant pas encore fait l'objet d'une régularisation.

## Inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a inscrit les « pitons, cirques et remparts » de l'île de La Réunion sur la liste du patrimoine mondial, au titre des biens naturels, le 1<sup>er</sup> août 2010. L'île devient le quatrième site français dans cette catégorie, après le golfe de Porto (Corse), le mont Perdu (Pyrénées) et les lagons de Nouvelle-Calédonie. La France possède également 31 autres sites classés au patrimoine mondial de l'Unesco au titre des biens culturels dont la Cité épiscopale d'Albi inscrite également cette année.

# PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

### Taux d'intérêt légal

### Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/10)

ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	1,75%	1,75%	2,25%	2,50%	1,25%

\* hors prime d'Etat

### Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

### TIBEUR (juillet 2010)

Avril	Mai	Juin	Juillet	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3453%	0,3386%	0,3489%	0,4768%	0,5830%	0,8480%	1,1040%	1,3730%

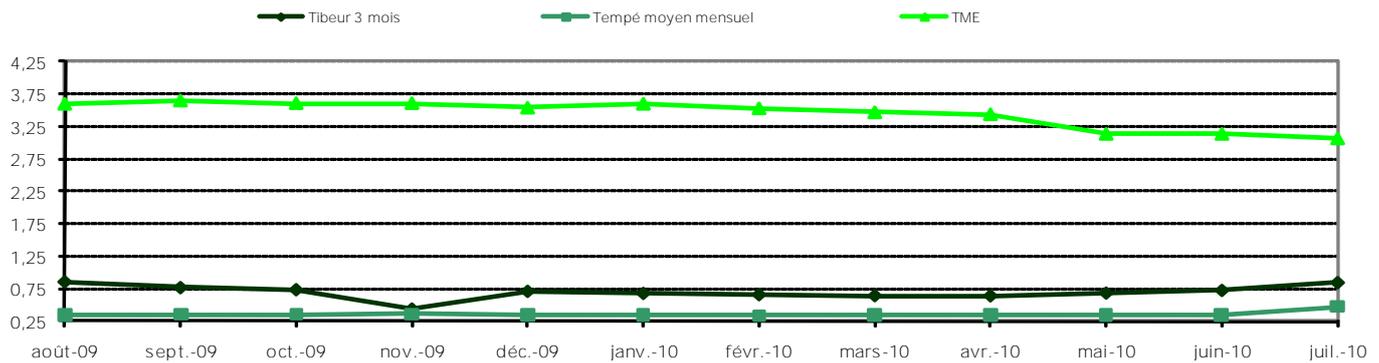
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Avril	Mai	Juin	Juillet	Avril	Mai	Juin	Juillet
3,44%	3,14%	3,14%	3,07%	3,64%	3,34%	3,34%	3,27%

### Taux de l'usure (applicable à partir du troisième trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>					
Prêts à taux fixe		6,09%			
Prêts à taux variable		5,35%			
Prêts relais		5,96%			
<b>Autres prêts</b>					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,15%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts voyageurs hypothécaires		19,27%	Découverts en compte (1)		13,39%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,61%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

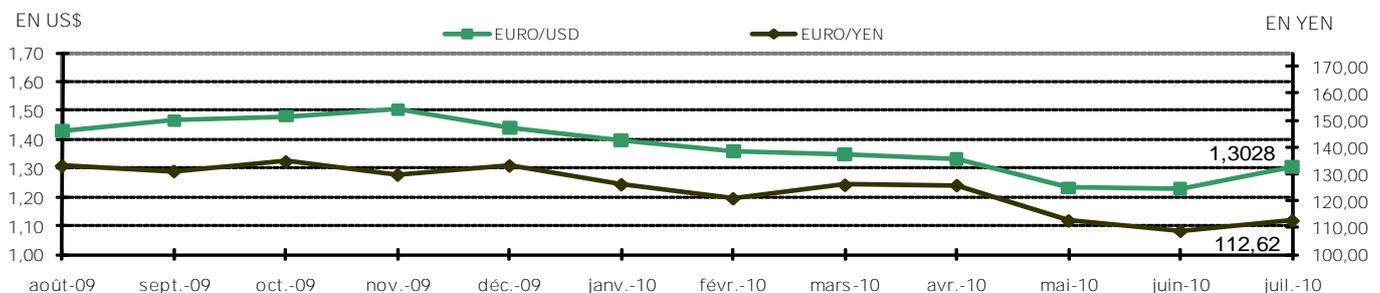
### Taux des marchés monétaires et obligataires



### Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3028	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,5616	EURO/SRD (Surinam)	3,59150
EURO/JPY (Japon)	112,6200	EURO/BWP (Botswana)	8,90740	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,34200
EURO/CAD (Canada)	1,3454	EURO/SCR (Seychelles)	16,3544	EURO/DOP (Rép. Dom.)	48,2407
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83490	EURO/MUR (Maurice)	40,1722	EURO/BBD (La Barbade)	2,61680
EURO/SGD (Singapour)	1,7733	EURO/BRL (Brésil)	2,2924	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,29520
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,1180	EURO/VEF (Vénézuéla)	nd	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2855,14	EURO/XCD (Dominique)	3,5327	EURO/FC (Comores)	491,96775

### Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



### Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

<b>1 EURO =</b>	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK

Directeur de la publication : Y. BARROUX - Responsable de la rédaction : A. BELLA MY-BROWN

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 4 rue de la compagnie 97400 Saint Denis

Achévé d'imprimer le 5 août 2010 - Dépôt légal : août 2010 - ISSN 1240-3857